



HAL
open science

Collapsologie accélérationniste ?

Yves Citton

► **To cite this version:**

Yves Citton. Collapsologie accélérationniste ? . Théorème : travaux de l'IRCAV, Presses Sorbonne Nouvelle, 2022, 34, pp.163-179. hal-04013063

HAL Id: hal-04013063

<https://hal.science/hal-04013063v1>

Submitted on 3 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Yves Citton

Collapsologie accélérationniste ?

(Vitesse/Guerre/Crise) >> (Accélération/Coexistence/Effondrement) = Mutation ?

RESUME :

Parler de « crise » relève de l'enfumage, dès lors que la crise est devenue un état d'urgence permanent depuis un demi-siècle en régime néolibéral. L'horizon collapsologique paraît plus approprié pour cadrer nos débats politiques, en précipitant une mutation, encore très difficile à penser, et encore plus à implémenter, pour laquelle cet article propose une formule succincte qui lui sert de titre. Quelques implications de cette mutation idéologique sont esquissées aux trois échelles hétérogènes du conflit social de décembre 2019 autour de la réforme des retraites, d'une existence de chat, et des perspectives de dérèglement climatique.

À l'heure où j'entreprends la rédaction de ce texte, la portion du continent européen identifiée à « la France » connaît une grève massive contre la (énième) « réforme des retraites » qui paralyse une partie de ses transports (SNCF, RATP), de ses médias (Radio France), de ses hôpitaux, de ses écoles, de ses universités. Au moment où j'achève cette première phrase, un des chats qui partagent mon espace de vie est allé se percher sur le toit d'un garage situé devant ma fenêtre, où il s'est assis pour contempler ce qui se passe dans la rue. Au tournant des années 2020, les lenteurs, blocages et reculs connus lors des dernières réunions des COP 24 et 25 semblent projeter les perspectives de réchauffement climatique plus près d'une moyenne de 4 °C d'augmentation que des 2 °C initialement fixés comme plafond indépassable.

Ces trois temporalités coexistent dans mon expérience du monde, sans véritablement s'articuler entre elles. Il serait absurde de dire que « tout s'accélère » (mon temps de déplacement en Île de France s'est considérablement accru au cours des derniers jours) ou que « le monde est en crise » (mon chat semble regarder la rue d'un œil serein). À quoi bon tenter de tenir un discours général sur la vitesse, l'accélération, la crise, l'effondrement, dès lors que les niveaux de réalité, les échelles de grandeurs, les rythmes de vie et de mort des êtres et des formations sociales sont aussi hétérogènes et incomparables ?

Si « Anthropocène » – un assez mauvais terme à moduler en Capitalocène, Eurocène, Androcène, Plantationocène – veut dire quelque chose, c'est que la façon dont les humains se représentent leurs petits mondes contribue de façon décisive aux évolutions matérielles des milieux de vie que doivent partager tous les habitants de la planète Terre. Ces « représentations » dupliquent et re-dupliquent la présence matérielle des réalités premières avec des présences secondes, matérialisées sur des parois de cavernes, des livres, des écrans numériques. Ces représentations sont multiples, hétérogènes, souvent incompatibles entre elles, et donc conflictuelles. Elles tendent toutefois à former de grandes constellations relativement stables, qu'on peut choisir d'appeler « idéologies », sans conférer à ce terme une quelconque valeur péjorative que ce soit.

Nous avons pris l'habitude, au cours du XX^e siècle, d'identifier certains grands clivages idéologiques, et de nous positionner chacun et chacune par rapport à grands axes

structurants. Certain·es d'entre nous ont cru pouvoir dire, depuis environ 1980, que ces idéologies (perçues pour le coup de façon très négative) étaient en voie de liquéfaction, et qu'il fallait désormais apprendre à s'en passer. Il est devenu de bon ton de déclarer aujourd'hui qu'une telle « fin des idéologies » relevait d'une illusion, même si peu d'entre nous en reviennent explicitement à se réclamer positivement d'un renouveau idéologique.

C'est pourtant ce que j'aimerais faire ici, en essayant de maintenir mon triple point de mire original, c'est-à-dire en gardant un œil sur les grèves en cours, un œil sur mon chat, et un œil sur le réchauffement climatique.

Vitesse

Nous nous disons (et nous ressentons) que tout va trop vite. Nous avons raison de nous en plaindre. Il faut une bonne grève pour pouvoir prendre le temps de discuter, voire pour pouvoir enfin travailler vraiment (et non seulement éteindre des incendies). C'est grâce au ralentissement du RER que j'ai le loisir de rédiger cet article. La même grève rend pourtant la vie quotidienne de certain·es d'entre nous (les moins favorisé·es) encore plus tendue, stressée, pressée, précipitée.

Mon chat, qui a maintenant quitté le toit du garage, passe une bonne partie de sa vie à dormir, à jouer (chasser). La notion de vitesse a-t-elle un sens pour lui ? On imagine qu'elle porte sur la capacité à courir plus vite qu'une proie, à réagir assez rapidement pour échapper aux pneus d'une voiture qui fonce sur lui. Son expérience suggère que la vitesse n'est pas tant une affaire de rythme de vie (général), que de capacité (différentielle) à bouger plus rapidement que les dangers qui nous menacent.

C'est précisément cette vitesse de réaction qui mérite de nous inquiéter dans les procrastinations des COP successives sur les questions de climat. Le nœud du problème est bien à situer dans le différentiel entre les tempos d'exacerbation des émissions de gaz à effet de serre et les tempos des transformations que nous mettons en place pour infléchir l'augmentation prévisible des températures, des accidents météorologiques et des altérations écosystémiques. Nous sommes à la fois les conducteurs de la voiture et les chats qu'elle risque d'écraser – incapables de promulguer (et de respecter) les limitations de vitesse qui pourraient atténuer l'accident.

Guerre

Certains des théoriciens les plus intéressants du XX^e siècle finissant (Paul Virilio, Friedrich Kittler) ont articulé avec insistance les questions de vitesse non seulement aux questions de technologies, mais plus précisément aux évolutions des technologies de guerre. Des analyses assez convaincantes des transformations sociales qu'ont connues nos pays occidentaux au cours de 40 dernières années (Naomi Klein, Maurizio Lazzarato, Grégoire Chamayou, Razmig Keucheyan, Stefano Harney & Fred Moten) ont revigoré la notion de « lutte des classes » pour donner sens aux « réformes » néolibérales dans le cadre d'une guerre menée contre tout ce qui entravait l'atomisation des individus en entrepreneurs-de-soi – guerre contre-révolutionnaire menée pour faire triompher l'emprise du capital (coalisé par la finance) contre le travail (désolidarisé par l'écrasement des syndicats). Dans le cas de la grève qui me permet actuellement d'écrire cet article, il est difficile de ne pas lire l'intégrisme néolibéral du gouvernement nommé par Emmanuel Macron comme une guerre menée contre ce qui reste de puissance syndicale, en mimétisme différé de ce qu'avaient fait Margaret Thatcher contre les syndicats de mineurs, et Ronald Reagan contre les contrôleurs aériens. L'avenir est constamment présenté sur le mode de l'urgence, imposant une « thérapie de choc », au nom du besoin d'adapter les lenteurs et les rigidités du passé aux vitesses du futur.

Ce ne sont pas les smartphones qui, par eux-mêmes, pressent et précipitent nos styles de vie. Ce sont certes nos capacités à faire plus de choses plus rapidement qui nous poussent à démultiplier nos sollicitations réciproques. Mais c'est surtout le mantra de la « compétitivité » qui nous pressurise à devoir réagir plus vite que les concurrents, sous peine de perdre les marchés, les revenus qui les accompagnent, et donc la possibilité même de vie (désirable) en milieu intégralement marchandisé.

Mon chat vit-il en état de guerre avec le monde qui l'entoure, comme le voudrait un darwinisme hégémonique, souvent accepté dans ses formes les plus primaires ? Certainement pas à l'intérieur de ma maison, et probablement pas non plus quand il en sort. Il ne fait même pas la guerre aux oiseaux ou aux souris qu'il martyrise : il joue avec eux à des jeux cruels et injustifiables, où les perdants laissent leur peau, leurs plumes, leur sang et leur tronc décapité. Mais son repas du soir, tiré de boîtes de conserve, est bien le produit d'une guerre sans merci, elle aussi cruelle et injustifiable, que les humains mènent aux poissons, bovins, ovins, porcins et autres volailles aux quatre coins de la planète. La paix féline de son sommeil repu se paie au prix d'horreur de massacres lointains – dûment occultés.

Tout le monde, même parmi les plus pessimistes d'entre les collapsologues, s'accorde à dire qu'il y a et qu'il y aura en principe assez de calories d'assez bonne qualité pour nourrir l'ensemble de l'humanité dans les décennies et les siècles à venir. Les problèmes du dérèglement climatique ne seront pas ceux d'un manque absolu d'alimentation (végétale), mais bien plutôt ceux des guerres que se livreront des populations refusant de renoncer à leurs privilèges et de partager leurs ressources – « guerres de Gaïa » opposant les « humains » aux « Terrestres » (Eduardo Viveiros de Castro) ou les « omnivores » aux « réfugiés climatiques » (Ramachandra Guha). La défense des régimes carnés vaut-elle la peine d'attiser les ferments de massacres génocidaires ?

Crise

Depuis plus d'un demi-siècle, nous entrons perpétuellement dans une nouvelle « crise » – sans être jamais sorties de la précédente. Ce régime parfaitement pérenne évide donc la notion de « crise » de tout contenu substantiel, du fait même de sa nature permanente. La crise n'est pas le propre d'une situation – par définition exceptionnelle et ponctuelle : décisive – mais d'une rhétorique. L'exemple du conflit social actuel est emblématique : alors que le système des retraites (certes loin d'être parfait) pourrait aisément suivre son cours grâce aux mécanismes d'ajustements et de concertations déjà en vigueur, une « crise » sociale parfaitement artificielle est déclenchée par un discours alarmiste agitant l'épouvantail d'une banqueroute potentielle. L'opération travestit en nécessité économique objective (équilibre budgétaire) ce qui relève de choix politiques partisans (austérité des dépenses sociales pour optimiser les revenus du capital). Ce cas particulier illustre un point bien plus général : parler de « crise » est devenu le symptôme sûr de l'enfumage.

Mon chat connaît parfois des crises. Il ingurgite des objets ou des substances malvenues, se trouve pris de fièvre, se roule en boule, se cache, pour être épisodiquement saisi de convulsions. Nous angoissons à son sujet. Et puis, avec ou sans intervention vétérinaire, la crise se passe. Il aura peut-être risqué de mourir. Il n'est pas mort. Il sort de sa cachette pour se réalimenter, et quelques heures plus tard, il réapparaît avec une queue fièrement dressée. Le voilà bientôt reparti à martyriser les rongeurs. Si la comparaison avec mon chat a vertu éclairante, elle suggère que ce n'est pas « la société française » qui se trouve actuellement en crise du fait des problèmes de financement des retraites ou de grève des transports. C'est seulement cet animal symbolique éminemment périssable qu'est un gouvernement, ou un Premier ministre, qui risque d'y laisser sa peau. (Pas de quoi en perdre le sommeil.) Mais mon chat illustre aussi ce que font (vraiment) les (fausses) crises aux animaux humains : à chaque

vague de licenciements, à chaque éviction de logement, des corps souffrent, sont exposés au froid, à l'angoisse, se cachent, s'alcoolisent, se frappent. Certains rebondissent après la mauvaise passe. D'autres n'y survivent pas. On parle alors de « drame », plutôt que de « crise ».

La seule véritable crise que nous soyons en train de vivre est bien entendu celle qu'ont masquée les gesticulations économistes agitées en termes de récession, de crash boursiers et de déficits budgétaires. Jusqu'à présent, nos divers écocides se sont déroulés trop lentement et trop inexorablement pour rentrer dans le cadre ponctuel d'une « crise ». C'est bien cela qui est en train de changer, et très vite : ce ne sont plus les siècles à venir, les générations futures qui constituent l'horizon de nos destructions environnementales. C'est le présent de la disparition de milliers d'espèces qui relève déjà du passé proche. En ce sens, la crise écologique est bien un affolement des vitesses. Ce qui paraissait menacé dans le long terme s'avère déjà irrémédiablement perdu. Nous avons somnolé, nous avons cligné des yeux, et il est déjà trop tard. Nous n'avons même pas vu passer la crise. Ici aussi, celle-ci relève de l'enfumage. Notre attention devrait se déplacer des urgences de crise aux soins de maintenance. Voir ce qui fonctionne en silence, quand ça fonctionne, et chérir son bon fonctionnement, au lieu de se laisser accaparer par ceux qui crient au loup. Rediriger la vitesse vers un présent durable, au lieu de se laisser imposer des urgences à venir.

Idéologies

La triplète Vitesse/Guerre/Crise est l'héritage d'une modernité aujourd'hui moribonde et mortifère. Depuis des siècles, des altermodernités fermentent au sein même des pensées occidentales (Spinoza, Benjamin Lay, Isabelle de Charrière, Gabriel Tarde, Vilém Flusser, Anthony Braxton, Bruno Latour, Donna Haraway, Fred Moten). C'est la logistique, mise au service de l'accumulation du capital, qui gouverne actuellement la matérialité, et donc aussi les idéalités, de notre époque. Il devient toutefois de plus en plus patent, pour de plus en plus d'humain·es, que même ses accomplissements les plus désirables se paient à un prix excessif.

Le présent de la modernité s'est toujours rebellé contre les promesses d'avenir qui étaient projetées sur lui. Nos altermodernités émergentes ne croient plus dans nos capacités à dompter le futur. Elles apprennent à vouloir ce qu'elles ont, plutôt qu'à désirer ce qui leur manque.

En conséquence, nos représentations doivent apprendre simultanément à se dégager du passé et à se décoller du futur, pour mieux adhérer au présent, sans toutefois se réduire à l'épouser. Ces représentations et ces sensibilités émergentes depuis des siècles au titre de nos altermodernités ont – peut-être – une cohérence souple et élastique, permettant de les articuler au sein d'une pas-si-nouvelle quoique toujours-nouvelle idéologie. Celle-ci pourrait s'appréhender par une seconde triplète, issue d'une série de déplacements opérés à partir de la première : Accélération/Coexistence/Effondrement.

Accélération

Le *Manifeste pour une politique accélérationniste* (2014) d'Alex Williams et Nick Srnicek prenait soin d'opposer la « vitesse », imposée au nom de l'impératif de compétitivité par le logiciel néolibéral, à l'« accélération », revendiquée pour subvertir le capitalisme néolibéral depuis l'intérieur. En résulte un retournement qui, ici aussi, s'illustre de façon emblématique avec le conflit social en cours sur la question des retraites. Les prétendues réformes ne sont poussées avec tant d'ardeur dogmatique que parce qu'elles visent en fait à préempter une véritable et nécessaire transformation de nos sociétés. Ce ne sont pas les syndicalistes de la CGT, agrippés à leurs régimes spéciaux issus de la Seconde Guerre

mondiale qui s'accrochent au passé. Ce sont les neurones et les alliés du Président Macron qui retardent d'un siècle, en interprétant encore le monde en termes de « propriété privée » (alors que produits dérivés et speed trading ont complètement liquéfié la possession du capital), d'« emploi » (alors que le travail reproductif, souvent exclu du PIB, s'avère bien plus nécessaire que la production marchande) ou d'« équilibre budgétaire » (alors que les externalités cognitives et environnementales sapent tous nos appréhensions monétaires de la valeur). Loin d'appeler à ralentir les réformes, les manifestant·es devraient appeler à les accélérer drastiquement. Les calculs d'apothicaires qui seront négociés dans les prochains jours autour des points et des annuités de retraite, sous pression d'austérité fiscale, seront à mettre à la poubelle sitôt que nos politiques se seront enfin mises au rythme des revendications accélérationnistes (revenu inconditionnel de base, financé par une taxe pollen sur toutes les transactions financières, réduction des différentiels de revenus additionnels à un facteur quatre maximal, avec effets redistributifs permettant la mise en place d'une taxation énergétique réellement dissuasive, etc.).

En réalité, mon chat n'a que faire de la vitesse. Il semble parfois en éprouver une sorte de griserie, quand il traverse un jardin comme une flèche, sans autre raison apparente que laisser ses muscles délivrer toute l'énergie dont ils sont porteurs. Mais ce qui décide de sa vie, lorsqu'il est pris dans les phares d'une voiture, ou du jeu, lorsqu'il essaie de saisir en vol le projectile que j'envoie au-dessus de sa tête, c'est la soudaineté de sa capacité d'accélération (ou de décélération). L'ineffable beauté du saut qui le projette depuis le sol vers le comptoir, élevé de plus de trois fois sa taille, tient aux subtilités des variations de vitesses qu'il négocie avec une grâce inouïe, bien davantage qu'aux vitesses elles-mêmes.

Nos principaux problèmes écologiques actuels se posent eux aussi en termes d'accélération. Il ne suffira pas de diminuer plus vite notre consommation de gaz à effet de serre, même si ce serait déjà certainement mieux que de continuer à les faire croître, comme c'est le cas actuellement. Nos courbes d'exploitation des ressources et de destruction des milieux ne sont pas simplement croissantes : elles sont exponentielles. Malgré ses tendances techno-solutionnistes, l'accélérationnisme a raison de demander non seulement un changement de direction, mais aussi un changement de braquet. On n'échappera pas à la surchauffe une chèvre à la fois. C'est toute la boîte à vitesses dont il faut revoir et réinventer les rapports de démultiplication. (D'où la nécessité absolue de prendre d'assaut les mass-médias, que les réseaux sociaux n'ont nullement rendus obsolètes.)

Coexistence

Notre imaginaire des conflits sociaux et des luttes politiques reste informé par la guerre. Grévistes et gouvernement, à l'heure où j'écris ces lignes, s'installent dans des tranchées. Personne ne peut plus reculer sans se discréditer. Tout le monde se demande qui, des deux, remportera la victoire ou subira la défaite. Ceux de l'autre camp n'ont pas simplement tort : ce sont bel et bien des ennemis. Quant à celles et ceux qui s'efforçaient d'entendre les arguments venant des partis opposés, les voilà bientôt face à un choix exclusif : c'est être contre nous que de ne pas être pour. Il n'y a pas à s'étonner, encore moins à se lamenter, de la prégnance de telles logiques guerrières. Il importe en revanche de mesurer les dommages collatéraux de toute polémique – et surtout de comprendre que nos principaux défis à venir consisteront à savoir coexister avec nos ennemis. Les temps modernes, où l'on espérait « éradiquer » la superstition, le fanatisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, le communisme, le fascisme, la xénophobie, le crime, les drogues ou le terrorisme, ces temps modernes-là ont mordu la poussière dans les grandes campagnes initiées par le Président Mao contre les « nuisibles » (moineaux, rats, mouches, moustiques) à la fin des années 1950. Éradiquer les moineaux qui dévorent les graines, c'est faire proliférer les insectes que mangeaient les

oiseaux ; éradiquer par le DDT les insectes qui pullulent après l'éradication des moineaux, c'est empêcher la pollinisation ; et ainsi de suite. Nos nuisibles nous sont nécessaires. Nos ennemis aussi ?

Les chats sont apparemment prêts à se battre pour défendre leur territoire. Lorsqu'ils se croisent sur un site contesté, c'est bien la rivalité, la peur ou la détestation qui semblent se lire dans leurs regards et leurs attitudes corporelles. Et il leur arrive de revenir sanguinolents d'une mauvaise expédition nocturne. Mais ils apprennent surtout à partager leurs milieux de vie sur la base d'accords de *time share*. Suivant l'heure de la journée, ils évitent de se côtoyer de trop près. La coexistence n'a pas besoin d'être pacifique. Sa condition minimale est d'éviter la polémique – comme la peste.

Le principe de coexistence prend le contrepied de ce qui a caractérisé le Plantationocène, dont les politiques extractivistes ont conduit nos milieux naturels au bord ou au-delà de l'épuisement. La plantation moderne, esclavagiste ou agro-industrielle, a constitué sa dynamique conquérante autour de la monoculture. On a raison d'opposer les mérites de la « biodiversité » aux tendances écocidaires de la monoculture. Mais rappeler le besoin de coexister avec ses nuisibles donne de la biodiversité une vision plus réaliste, moins bucolique et plus problématique. La nécessité de coexistence permet à son tour de se réorienter par rapport à deux attitudes opposées. D'une part, héritée de la modernité écocidaire, l'aspiration à la *souveraineté* souhaite de faire de chaque collectivité, comme de chaque individualité en son sein, une entité autonome, complètement maîtresse de soi chez elle. D'autre part, (ré-)émergé à travers les altermodernités minoritaires, le principe du *partage des incomplétudes* part de l'évidence de notre relationalité pour accepter le double attachement de notre insuffisance individuelle et de notre inéluctable entre-possession réciproque.

Effondrement

Une évolution « anthropologique » de grande ampleur – depuis des relations basées sur des guerres entre souverainetés, vers des relations basées sur des partages d'incomplétudes – est-elle concevable, espérable, à l'horizon des années et des décennies à venir ? Peut-elle être accélérée ? Comment ? C'est ce dont ne parlent pas les débats actuels sur la réforme des retraites, pas plus que ceux qui portent sur les équilibres budgétaires, le code du travail ou les privatisations. Syndicats et partis de gauche ont bien entendu raison de chercher à entraver la contre-révolution néolibérale sur ces points de politique économique. Mais leur tendance à le faire en discontinuité presque complète avec les surdéterminants environnementaux de nos problèmes sociaux pérennise des postulats de souveraineté rendant irréalistes les solutions esquissées. Celles et ceux qui agitent la banderole enflammée du Brexit ou du bannissement du voile le font certainement pour les pires raisons, et avec les pires effets, mais si leur poison séduit, c'est peut-être parce qu'il prend acte (très mal) de la question ubiquitaire de l'obsolescence des souverainetés, pour la clore aussitôt par des réponses simplistes, illusives et nocives. Dans le paysage idéologique actuel, « l'effondrement » est devenu la bannière de celles et ceux qui refusent de se bercer des illusions de souveraineté héritées de la modernité, et qui s'efforcent de prendre au sérieux le nécessaire partage de nos inéluctables incomplétudes, avec tout ce que ce partage et tout ce que ces incomplétudes vont forcément entraîner de révisions (douloureuses ou réjouissantes) de nos modes de vie.

Mon chat connaît la crise, quand il lèche ou avale une tentation à laquelle il aurait dû résister. Mais, que je sache, il ne connaît pas d'angoisses d'effondrement. Sans présumer des limites de l'intelligence des chimpanzés ou des dauphins, il est raisonnable d'imaginer que les êtres humains, avec leur propension à se projeter par l'imagination dans l'avenir, dans un avenir collectif et socialisé, soient les seuls à pouvoir concevoir l'effondrement. Triste privilège que ce propre de l'homme ? Mais peut-être relève-t-il lui aussi de l'illusion. Le

poulet de batterie ou le cochon enfermé toute sa vie dans une stalle à peine plus grande que lui ne font-ils pas l'expérience quotidienne d'un effondrement radical, dont nous subissons finalement le contrecoup ?

La collapsologie démobilise les militantismes et les bonnes volontés, disent ses critiques. Pourquoi s'opposer à l'érosion des droits du travail, des pensions de retraite ou des services hospitaliers, si l'on croit que les supermarchés, les pompes à essence et les institutions publiques sont vouées à s'écrouler sous peu ? L'effondrisme stresse et déprime les jeunes, qui en perdent le sommeil et se désintéressent de leurs cours : pourquoi les encourager à s'auto-détruire ? De tels reproches soulèvent des problèmes réels, mais ils ratent l'essentiel. L'effondrement sera peut-être soluble dans l'alcool, ou les anti-dépresseurs, mais pas dans la première triplète. On n'arrivera pas, au sein des configurations idéologico-politiques préexistantes, à assurer une « transition » énergétique en se contentant d'augmenter la vitesse d'installation d'éoliennes et de panneaux solaires. Il ne suffira pas de combattre les excès du capitalisme extractivisme ou de déclarer la guerre au gaspillage pour « sauver la planète ». Nous ne vivons pas une crise écologique, dont on puisse espérer sortir pour recommencer comme avant. Vitesse, guerre et crise continueront peut-être à structurer notre vocabulaire et à scander nos récits pendant de nombreuses décennies encore. Mais ce sera au prix de notre effondrement.

Mutation ?

Voilà cinq décennies, pour les populations occidentales, qu'une idéologie utilise la crise et promulgue des réformes contre-révolutionnaires, pour tenter désespérément de décélérer l'Histoire, tout en prônant l'adaptation forcée aux vitesses du futur. Le délitement de cette idéologie contraint ses partisans les plus obstinés à employer des moyens de plus en plus contraignants pour en imposer les termes dans les consciences, ainsi que pour en réprimer les contestations. Son discrédit ne semble aujourd'hui laisser le choix (hélas, trop facile à départager) qu'entre un souverainisme ralentiste de gauche, qui fait miroiter en vain un retour à l'extractivisme triomphant des « Trente Glorieuses », et un souverainisme fixiste de droite, qui ne croit qu'aux murs sans porte pour se bunkériser dans une logique de guerre.

Pour qui ne veut pas (se) mentir, force est de constater qu'il n'y a pas, pour le moment du moins, de troisième voie. Pas plus qu'il n'y aura de « transition », progressive et contrôlée, vers un nouveau régime climatique de partage des incomplétudes. Il faudra quitter le plan de la *politics-as-usual* pour nous donner les moyens concrets – affectifs, cognitifs, axiologiques, organisationnels et médiarchiques – de naviguer les tempêtes des multiples effondrements en cours sans s'y laisser engloutir. Beaucoup y travaillent déjà, dans les fermes légères, les manifestations de Fridays-for-Future, les interventions d'Extinction-Rebellion, mais aussi dans l'aide aux réfugiés, l'éducation populaire, les festivals, les occupations ou les fêtes des voisins.

Parler de « mutation », ou de « mue », est sans doute la façon la moins trompeuse de nommer le processus en cours. C'est aussi la façon la plus irréaliste de le faire, si le réalisme consiste à se fixer des finalités à sa portée. Dans le monde naturel, une mutation ne se commande pas, elle se subit. Dans les laboratoires de biologie, elle peut sans doute se programmer, mais avec le risque de générer des monstres incontrôlables. Dans tous les cas, quelque chose est en train de s'accélérer, entraînant des coexistences auxquelles nous devons nous habituer – non forcément comme à un mal inéluctable, mais tout autant comme à un compagnonnage désirable.

C'est peut-être autour de ce renversement de l'effondrement subi en un partage souhaitable de nos incomplétudes que s'articulent les perspectives les moins irréalistes de mutation. Nos deux triplètes entrent ici dans une étreinte intime, dont il devient difficile de

dire si elle est amoureuse ou mortelle. Tout semble en place pour qu'une crise financière majeure résulte dans un avenir assez proche des politiques délirantes mises en place par l'administration Trump dans l'unique but de booster artificiellement l'économie américaine jusqu'à l'échéance d'un deuxième mandat. Les réserves de prévoyance et autres filets de sécurité ont été sacrifiés au gonflement maximal de la croissance à très court terme. Le crash risque fort, cette fois, de générer une panique bancaire, et d'entraîner par le fond de larges pans de nos systèmes productifs, si intimement enchevêtrés à l'échelle globale.

La fluidification de la finance, liée aux transformations des technologies de communication, a été le facteur déterminant de l'augmentation de vitesse de circulation de tout ce qui nous traverse, nous alimente, nous anime, nous pressurise et nous stresse. La prochaine crise bancaire pourrait pousser cette accélération au point de précipiter l'effondrement. Certains proposent d'accélérer cette accélération par des campagnes de sabotage et de boycott, visant les maillons faibles du système économique qu'un impact même mineur pourrait suffire à faire partir en vrille. Mais que la crise soit hâtée ou spontanée, l'effondrement n'en sera pas moins soudain, inattendu, et douloureux pour la plupart des populations des pays nantis. La question principale sera alors de pouvoir rediriger cette décroissance subie du côté d'une mutation désirable, collectivement assumée, plutôt que de guerres nationales ou civiles servant d'exutoires aux frustrations générées.

Tel est notre horizon inéluctablement politique, philosophique et anthropologique : idéologique. C'est celui d'une *collapsologie accélérationniste*, dont le titre de cet article se hasarde à synthétiser la formule.

Gif-sur-Yvette, le 21 décembre 2019